

la population que pour les entreprises du pays. Le secteur privé suédois appuie dans une large mesure et applique précisément ce genre de planification économique, car il sait qu'elle assure une économie efficace et productive. Il est temps de la mettre à l'essai ici.

Les deux autres éléments que le NPD considère nécessaires pour établir une politique canadienne de planification et de revenus résident dans les programmes d'emploi et de fiscalité. Ils sont prioritaires parmi les problèmes urgents de la politique canadienne. Nous avons d'une part un chômage catastrophique et, avec nos lois fiscales actuelles, un système hypocrite de bien-être pour les riches. Je veux montrer que ces deux problèmes ont un rapport avec une politique des revenus et qu'il faut s'y attaquer sérieusement après le déconstruire. En remédiant au chômage et en remplaçant le système de bien-être pour les riches par une politique de réforme fiscale, nous nous engageons dans la voie nécessaire menant à une politique nationale des revenus. Les conséquences qu'entraîne le chômage sur le plan humain sont évidentes à tous ceux qui s'arrêtent à y réfléchir. Je n'ai pas l'intention de répéter aujourd'hui les observations que j'ai faites en d'autres occasions sur la dégradation humaine qu'entraîne un système qui tolère qu'un million et demi de Canadiens restent en chômage.

Mis à part l'aspect humain de la situation, le gouvernement a distrait notre attention des conséquences économiques graves du problème du chômage, en partie en créant le mythe économique qui veut qu'un chômage élevé soit inévitable et que, par conséquent, il faille absorber cette perte. Les Allemands de l'Ouest ne l'ont pas fait, ni les Japonais non plus. Seul le gouvernement du Canada prétend qu'un chômage élevé est inévitable. Nous n'avons pas tenu compte du fait que plus d'un million de Canadiens ne produisent ni biens ni services, qu'ils ne touchent pas de revenu suffisant; ni, non plus, des répercussions économiques de cette situation. Les chômeurs canadiens sont d'autant plus pauvres qu'ils ne travaillent pas, qu'ils perdent la dignité que donne le travail; et nous le sommes aussi, économiquement, en tant que nation, par suite du chômage élevé.

Les libéraux ont repris à la social-démocratie l'idée et le principe voulant qu'on doive prendre soin de nos chômeurs, et je le félicite d'avoir adopté un bon programme d'assurance-chômage. Par contre, monsieur l'Orateur, ils ont fait fi d'une exigence social-démocrate encore plus fondamentale, soit celle d'un programme économique de plein emploi. Les sociaux-démocrates du Canada et d'ailleurs ont toujours soutenu qu'une économie où règnent le plein emploi et la pleine productivité est nécessaire à la justice socio-économique dans son ensemble. A notre avis, l'un ne va pas sans l'autre.

Depuis 19 mois que le taux de chômage est supérieur à 7 p. 100, le gouvernement ne peut plus nier le terrible épuisement de notre économie: une perte de productivité de 6 milliards de dollars par année en biens et en services; une perte de 2 milliards de dollars par année au titre de l'assurance-chômage et de l'aide sociale, et une perte d'au moins 1 milliard de dollars au chapitre de l'impôt sur le revenu. Le chômage et la perte de productivité pour ce qui est des biens et des services ont des conséquences néfastes directement sur les niveaux d'inflation. Voilà l'objet de mon propos de cet après-midi. Au cours de cette session, j'ai déjà saisi le Parlement de propositions visant à établir des objectifs et des calendriers en vue de

réaliser le plein emploi en trois ou quatre ans. Cela ne se fait pas en un mois; cela ne se fait pas non plus en un an ou deux; réaliser le plein emploi nécessiterait trois ou quatre ans, et nous avons déjà suggéré des moyens sérieux d'y arriver.

Ce que je m'efforce de faire voir, c'est qu'il existe un rapport entre l'augmentation de la production des biens et des services et l'inflation: plus la productivité est forte, moins les prix risquent de baisser. En somme, des emplois plus nombreux, grâce à la planification et à d'autres mesures, feront baisser l'inflation. L'autre élément important qui doit entrer dans une planification nationale sensée et dont je tiens à parler cet après-midi, c'est la politique fiscale. La fiscalité d'un pays doit figurer au centre de toute politique des revenus. Notre fiscalité a encore plus besoin aujourd'hui d'une refonte complète qu'il y a dix ans, lorsque la commission Carter a demandé des réformes majeures. Non seulement le gouvernement n'a pas réalisé la réforme proposée, mais il s'est appliqué à aller à l'encontre de cette réforme.

● (1620)

On a continué à accorder depuis quelques années des exonérations fiscales aux sociétés qui ne sont nullement reliées à un avantage économique déterminé en dépit des critiques de ceux qui croient non seulement à la justice mais aussi à l'efficacité économique. Je rappelle au ministre des Finances (M. Macdonald) que son prédécesseur avait commandité une étude à son ministère. Elle venait à la conclusion que les exonérations fiscales spéciales que le gouvernement actuel avait accordées aux sociétés n'avaient donné aucun avantage économique net et positif au Canada. Les gouvernements sociaux démocrates de l'Europe de l'Ouest croient au secteur privé, comme le Nouveau parti démocratique. Mais ces gouvernements ne donnent pas des milliards aux sociétés comme le fait le parti libéral au Canada. L'exonération fiscale accordée en Suède ou en Allemagne de l'Ouest est subordonnée à des avantages économiques distincts. Nous avons besoin de ce régime au Canada.

Le fait le plus inquiétant depuis quelques années est l'extension d'échappatoires injustifiées à l'impôt sur le revenu des particuliers. Et cette situation a affecté directement notre capacité de faire approuver une politique des revenus. Chaque échappatoire, truc ou report auxquels peuvent songer les comptables, figure dans le régime de l'impôt sur le revenu des particuliers et il s'ensuit que la trésorerie fédérale perd chaque année plus de 6.4 milliards de dollars, d'après le Conseil national du bien-être, dont le rapport publié récemment montre, avec force détails sordides, comment fonctionne ce régime. Le rapport a relevé quelque dix-sept exemptions fiscales que les riches peuvent utiliser et utilisent.

**M. Breau:** Ce ne sont pas des échappatoires.

**M. Broadbent:** Notre régime fiscal frappe plus lourdement les contribuables les moins bien nantis; je presse le député d'en face de lire ce rapport.

**M. Breau:** Je l'ai lu.

**M. Broadbent:** Je tiens à souligner une chose dans ce débat. Si je parle de réforme fiscale, ce n'est pas seulement parce que nous devons mettre fin aux injustices de notre régime, qui subsistent depuis longtemps, mais parce que nous devons en faire un système juste qui constituera un fondement important de la politique des revenus. A mon avis, la réforme du régime fiscal est un premier pas essentiel vers l'amélioration efficace